



UN AUTEUR NOTOIRE DE VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS AU BURUNDI PARTICIPE À UN SOMMET DE HAUT NIVEAU À PARIS

Le 22 juin 2023

Gervais Ndirakobuca, le Premier ministre du Burundi, participe à un sommet pour un [pacte financier international](#) cette semaine à Paris. À la même époque l'année dernière, il était toujours sous le coup de sanctions de l'Union européenne (UE) pour son rôle dans la violente répression dans son pays en 2015.

Ndirakobuca est un personnage notoire au Burundi, généralement désigné par son surnom, Ndakugarika (« Je vais te tuer » en kirundi). À des postes de responsabilité successifs à la police, au service national de renseignement et au cabinet présidentiel, il faisait partie des responsables qui ont orchestré une répression sanglante contre les manifestants en avril 2015. Ndirakobuca est bien connu pour sa participation à de graves violations des droits humains avant et pendant la crise politique et des droits humains de 2015 au Burundi.

« Aujourd'hui, Ndirakobuca tente de se présenter comme un homme politique respectable, s'alignant sur le Président burundais Évariste Ndayishimiye et soutenant ses réformes promises aux diplomates », a déclaré Carina Tertsakian, de l'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB). « Mais aucun Burundais ne peut oublier la brutalité sanglante de cet homme. C'est honteux que la France ait ignoré son passé et lui ait permis d'assister à ce sommet. »

En 2020, l'IDHB [a publié un rapport détaillé](#) faisant état de l'implication personnelle de Ndirakobuca dans des meurtres et passages à tabac d'opposants au gouvernement et de son étroite collaboration avec d'autres auteurs d'exécutions extrajudiciaires et de torture, s'étendant sur plusieurs années. Lors d'un incident en 2014, après avoir transporté plusieurs jeunes hommes menottés à l'arrière d'une camionnette dans une région reculée du pays, Ndirakobuca a tiré deux fois sur chacun d'eux dans la poitrine avec un pistolet, puis a ordonné à des policiers de jeter leurs corps dans une fosse.

En octobre 2015, l'UE a imposé [une interdiction de voyager et un gel des avoirs](#) à Ndirakobuca, entre autres individus, déclarant qu'il était « responsable d'avoir fait obstacle à la recherche d'une solution politique au Burundi en donnant des instructions ayant entraîné un recours disproportionné à la force, des actes de violence, des actes de répression et des violations du droit international des droits de l'homme à l'encontre des manifestants descendus dans la rue à partir du 26 avril 2015. »

Sept ans plus tard, en octobre 2022, l'UE a levé ces sanctions après que Ndirakobuca a été nommé Premier ministre en septembre ; il occupait précédemment le poste de Ministre de l'intérieur, de la sécurité publique et du développement communautaire. Cela faisait partie d'un rapprochement entre l'UE et le Burundi, intervenant peu après la levée d'une suspension du soutien direct de l'UE au gouvernement burundais. Pourtant, les préoccupations en matière de droits humains persistent au Burundi et aucun des hauts responsables qui ont commis ou ordonné des crimes graves en 2015 n'ont été traduits en justice. Le précédent Premier ministre, Alain Guillaume Bunyoni, a été arrêté en avril 2023, mais les accusations portées actuellement contre lui ne sont pas liées à son implication dans des violations des droits humains.

« L'UE a choisi de renforcer ses liens avec le gouvernement burundais, quel que soit son bilan en matière de droits humains, plutôt que de demander justice pour la répression de 2015 », a déploré Carina Tertsakian. « En accueillant l'un des principaux auteurs de violations, la France a tourné le dos aux victimes d'exécutions extrajudiciaires, de tortures et d'autres crimes graves au Burundi. »